

La lutte contre l'immigration est "coûteuse et inefficace"

Par La1ere.fr (avec AFP)

La politique de lutte contre l'immigration clandestine à Mayotte, essentiellement en provenance des Comores voisines, est "coûteuse et inefficace" et crée "des drames humains", a déclaré vendredi le président de la commission des lois du Sénat, Jean-Pierre Sueur (PS).

"Cette politique est coûteuse et au total inefficace", a affirmé M. Sueur, "la situation actuelle n'est pas du tout satisfaisante, elle crée des drames humains et des tensions importantes sur le territoire de Mayotte".

Dans la nuit de jeudi à vendredi, sept personnes ont péri, dont quatre enfants, et six sont portées disparues après le chavirage, au large de Mayotte, d'une embarcation de type "kwassa kwassa" transportant 24 personnes venant des Comores, selon la préfecture de Mayotte.

"Cette nouvelle tragédie illustre la nécessité de mettre en oeuvre une autre politique", a insisté le sénateur du Loiret. "Les trafics avec les kwassa kwassa ont des conséquences tragiques comme on le voit une fois encore, beaucoup paient des passeurs pour arriver à Mayotte au péril de leur vie, on les reconduit aux Comores et très souvent ils reviennent", a-t-il fait valoir.

M. Sueur doit présenter mercredi avec Félix Desplan (Guadeloupe, app. socialiste) et Christian Cointat (Français de l'étranger, UMP) un rapport de la commission des lois sur la situation à Mayotte et à la Réunion. Concernant le 101e département français, il y est clairement mis en exergue "l'échec de la politique de reconduite à la frontière pour lutter contre l'immigration illégale".

"Nous ferons des propositions alternatives", a assuré M. Sueur, notamment "la nécessité de construire un nouveau centre de rétention administrative (CRA)". Après avoir visité celui, surpeuplé, en fonction actuellement à Pamandzi (sur Petite Terre), M. Sueur "confirme que les conditions d'accueil sont indignes tant pour les retenus que pour les personnels".

Par ailleurs, le problème de l'attraction qu'exerce Mayotte, département français, sur ses voisins beaucoup plus pauvres ne peut se régler qu'en "oeuvrant par la diplomatie pour trouver d'autres solutions" pour les populations que l'immigration, a avancé le sénateur.